

Robert Hitchcock
Ben Begbie-Clench



Droits Humains et gouvernance en Namibie

La Namibie était classée 4^{ème} sur 54 pays africains en 2018 par l'Index de la Gouvernance Africaine (IIAG) de la Fondation Mo Ibrahim. En 2018, la Namibie obtient zéro à l'indicateur sur les violences, qui signifie qu'aucun journaliste n'a été arrêté, emprisonné ou tué en 2018. Aucun membre des communautés autochtones ou marginalisées n'a été tué ou blessé dans le cadre des opérations anti braconnage. Les mauvais traitements des civils namubiens, des réfugiés ou migrants ont aussi été faibles et la sécurité et la sûreté relativement élevées. La Namibie est classée 4^{ème} au regard de l'absence de violence gouvernementale à l'encontre de civils. Elle est classée seconde sur 54 pays pour l'absence de corruption. Il n'y a aucune implication gouvernementale dans un conflit armé avec ses voisins.²

La Namibie continue à être reconnue pour son engagement dans la liberté d'expression, comme l'a noté le rapport de 2018 de la Freedom House, bien qu'il indique un léger déclin de la liberté de la presse. Transparency International considère ce pays comme l'un des moins corrompus sur le continent africain.³ La Banque Mondiale et les Nations - Unies ont qualifié la Namibie de pays à revenu intermédiaire supérieur. Cette désignation a eu quelques impacts négatifs sur la capacité de la Namibie à obtenir des subventions et des prêts internationaux à des taux modérés et cela a aussi limité les investissements des donateurs internationaux dans ses programmes de développement.

Réforme foncière

Un nombre important de développements pour les peuples autochtones de Namibie a eu lieu en 2018. La question cruciale de la réforme foncière a continué à être débattue et la Seconde Conférence Nationale s'est tenue du 1 au 5 octobre 2018.⁴ La plupart des discussions ont tourné autour des questions complexes de la réforme foncière communale, du système du consentement vendeur-acheteur et de la manière dont les terres de pleine propriété et urbaines pourraient être traitées. A cette conférence, plusieurs représentants San ont fait de brèves présentations au sujet des terres communales, de l'accès aux zones protégées et des fermes de réinstallation.

Statut du projet de livre blanc

Les réunions soutenues par la Division des Politiques Sociales et du Développement du Département des Affaires Sociales et Economiques des Nations-Unies (DASENU) et par le Bureau du Vice-président au sujet du projet de Livre Blanc sur les droits des Peuples Autochtones/Communautés Marginalisées, se sont tenues à Windhoek en Avril, à Swakopmund en Juillet et à nouveau à Windhoek en Novembre. Le projet de Livre Blanc est attendu pour finalisation et évaluation par le Ministre de la Justice et approbation par le Cabinet au début 2019.

Le projet a aussi été présenté au gouvernement et aux représentants San de six pays d'Afrique australe à l'atelier tenu à Windhoek du 3 au 5 Décembre 2018. Intitulé « *Atelier Sous-Régional sur le Développement Inclusif des Peuples San dans le cadre de la Déclaration des Nations-Unies relative aux Droits des Peuples Autochtones* », cet atelier a été sponsorisé par le DASENU et accueilli par la Namibie.⁵ D'autres activités régionales sont attendues en 2019.

Participation du Gouvernement aux réunions sur les droits autochtones

Royal Kxao Ui/o/oo, Vice-ministre San, et Gerson Kamatuka, Directeur de la Division des Communautés Marginalisées auprès du Bureau du Vice-président, ont assisté à la 17^{ème} session annuelle de l'Instance Permanente sur les questions des autochtones, à New-York, du 16 au 27 Avril 2018. Le Vice-ministre a également assisté au séminaire des Experts de Haut-Niveau de la FAO relatif aux Systèmes Alimentaires Autochtones à Rome du 7 au 9 Novembre 2018. Ensemble, ils ont assisté à l'Atelier Régional sur l'Inclusion des San du 3 au 5 décembre avec d'autres membres de la Division des Communautés Marginalisées et des représentants des communautés San.

Affaires juridiques

Une audience s'est tenue du 26 au 29 Novembre 2019 par trois juges du panel de la Haute Cour à propos de l'action collective des Hai//om contre le gouvernement et 19 autres, concernant une demande de terre d'une portion significative de deux Parcs d'Etosha et de Mangetti Ouest. Un tel recours collectif a été précédemment utilisé en Namibie et les juges ont reporté leur décision de reconnaissance des Hai//om en tant que justiciable jusqu'au 28 Août 2019.⁶ Les questions qui ont été soulevées par le Parc National d'Etosha et par les fermes de réinstallation des Hai//om à la frontière sud du parc, incluent une contestation récurrente à propos d'une manipulation concernant la concession des !Gobaob en 2018. Cela concerne le développement du tourisme d'un pan culturel relativement important au sud du parc d'Etosha qui a été accordé à l'Association de la Concession Hai//om, une organisation qui a été mise en place pour gérer la

concession dans le cadre d'un accord avec le Ministère de l'Environnement et du Tourisme.⁷

La Conservancy N= a Jaqna au nord-est de la Namibie a continué à faire pression pour que le gouvernement applique la décision de la Haute Cour de 2016 visant à déplacer les brouteurs illégaux et leurs barrières. La Conservancy a réuni et présenté des preuves en 2018 sur la présence continue de la plupart des barrières trouvées pendant le procès ainsi que celles érigées illégalement depuis le procès.

La pression de la part de la Conservancy N= a Jaqna (NJC) afin de prévenir l'établissement de fermes de petites dimensions, qui sont insusceptibles de bénéficier aux San dans la zone Aasvoelnes, a été un succès.⁸ Le projet, sponsorisé par le Ministre de la Réforme Foncière et la Banque de Développement KfW (KfW Entwicklungsbank), a été repensé afin de prendre en compte les priorités des communautés locales.

A l'est de la Conservancy N= a Jaqna, l'affaire de la Conservancy Nyae Nyae contre sept brouteurs illégaux (parmi plus de 120 dans la Conservancy qui avaient apporté leur bétail à cet endroit) a été victorieuse mais les avocats des pasteurs ont fait appel. A la fin de 2018, aucune décision n'a été rendue par la Haute de Cour en dépit de nombreuses plaintes déposées au nom des demandeurs (la Conservancy Nyae Nyae et l'Autorité Traditionnelle Ju/'hoan) par le Centre d'Assistance Juridique en Novembre et Décembre 2018.

Des décisions ont été rendues par un juge de la Cour fédérale de New York à propos du génocide des Herero et Nama en 1904-1908 après que des arguments ont été présentés par les avocats des demandeurs Herero, Nama et Allemands à New York le 31 juillet 2018.⁹ Les Herero et Nama souhaitent des excuses et des réparations pour les actions commises par le gouvernement allemand.¹⁰ Avec leurs soutiens, ils demandent également le retour des dépouilles Herero et Nama victimes du génocide de 1904 à 1908 dont les corps et les squelettes ont été transportés de Namibie en Allemagne, et sans doute, aux USA et dans d'autres pays.¹¹

Commissions de conservation (CC) et parcs nationaux

Un nombre important de peuples autochtones et d'autres namubiens ruraux ont continué à percevoir les bénéfices des efforts des CC communales relatifs à la conservation et lutte contre la pauvreté en 2018. La Conservancy Nyae Nyae, par exemple, a généré 5 millions de dollars namubiens grâce à ses activités en 2018 alors que la Conservancy N= a Jaqna en a généré plus d'un million.

Dans le Nyae Nyae, l'Autorité Traditionnelle Ju/'hoan (JUTA) a reçu environ une douzaine de nouvelles demandes pour des territoires (n !oresi) de la part des membres de la Conservancy en 2018, certaines d'entre elles ayant été accordées.

Plusieurs centaines de Khwe dans le Parc National de Bwabwata dans la région de Zambezi ont dû faire face à de sévères restrictions dans l'accès aux ressources naturelles.

En 2018, le Ministre de l'Environnement et Tourisme (MET) leur a répété qu'ils ne pouvaient pas récolter les produits des plantes sauvages dans le parc, incluant la Griffe du Diable (*Harpagophytum procumbens*), une racine dont les applications pharmaceutiques confèrent une source de revenus pour un nombre important de Khwe, en raison des actions anti-braconnage menées par le Ministère.

Plusieurs Khwe ont eu peur de se retrouver rejeter dans la brousse s'ils continuaient.¹²

Les Khwe du Parc National de Bwabwata, particulièrement ceux de Chetto et d'Omega 3, se sont engagés dans le jardinage avec l'aide d'Africa Agriconnexions et d'anthropologues. Les contraintes du jardinage englobent les animaux domestiques et sauvages qui mangent le bétail ainsi que des problèmes liés à l'arrosage.¹³

Education, santé et genre

L'éducation est un sujet clé relativement aux autochtones et aux communautés marginalisées de Namibie.¹⁴ En 2018, la Division pour les Communautés Marginalisées du Bureau du Président a poursuivi son soutien aux activités éducatives des San, Ovatie et Ovatjimba. Dans la région de Zambezi, les étudiants Khwe ont pu s'inscrire dans différents cours du Centre d'Apprentissage de Vocation du Zambezi (VTC). Toutefois, en raison de contraintes administratives et financières, les étudiants n'ont pas reçu d'aide financière, ni pour le transport et l'alimentation. Dans plusieurs endroits de Namibie, les étudiants autochtones et marginalisés préfèrent les apprentissages dans leur langue maternelle ; l'otjiherero est parlé dans quelques écoles tout comme le Ju/'hoan dans le Nyae Nyae.¹⁵

Le Conseil Namibien San, la Confiance San //Ana-Jeh (une organisation de jeunesse San) et le Centre d'Assistance Juridique se sont rencontrés plusieurs fois en 2018 afin de discuter des questions impliquant les hommes, les femmes et les jeunes San. Ces questions qui ont été mises en lumière pendant ces réunions ont inclus le taux d'abandon élevé dans les écoles rurales, le faible taux de participation des San, Ovatjimba et Ovatue dans la vie socio-économique du pays, le manque de reconnaissance des quelques chefs locaux dans les Autorités Traditionnelles (AT), le taux élevé de chômage rural et urbain et le manque de formation et d'opportunités éducatives pour certains membres de communautés marginalisées. Le Centre du Leadership des Femmes (*Women Leadership Centre - WLC*) a engagé divers programmes de travail orientés vers la promotion des jeunes femmes San dans leur communauté et la société plus largement.

La Namibie a accompli des progrès significatifs dans l'augmentation de la représentation des femmes au Parlement, elles détiennent 48 sièges sur 104 à l'Assemblée Nationale. Cela signifie que les voix et les intérêts de femmes seront davantage pris en compte dans la sphère politique. Les violences domestiques et les viols continuent à être une source majeure de problème pour les femmes autochtones et des communautés marginalisées en Namibie.

La Namibie était classée première en Afrique en termes d'efforts accomplis dans la lutte contre le SIDA/VIH et elle continue à monter en puissance dans l'accessibilité aux antiviraux (ARV) et aux médicaments contre la tuberculose pour les marginalisés et les autres communautés. Les niveaux nutritionnels varient dans les communautés éloignées de Namibie en raison des programmes de filets de sécurité sociale visant à réduire les fossés.¹⁶

Perspectives pour 2019

Le projet de Livre Blanc sur les droits des peuples autochtones de Namibie peut être adopté par le Cabinet en 2019, ce qui pourrait avoir une influence sur la nouvelle politique de développement et des programmes.

A la suite de l'atelier régional de décembre, davantage d'activités transversales sont envisagées. Les diverses affaires portées par les San et leurs soutiens relativement aux droits fonciers peuvent encore être mise en œuvre par des décisions de la Haute Cour dans l'année à venir.

L'action collective des Hai//om sera également traitée en 2019.

La Cour fédérale américaine de New York décidera probablement si l'affaire du génocide des Herero-Nama sera entendue là-bas et il y aura de nouveaux développements dans les requêtes des Namibiens concernant le rapatriement des restes humains et de la propriété culturelle en Namibie.

Il n'y a pas de doute que les autochtones et les communautés marginalisées de Namibie continueront à réclamer des droits fonciers et sur leurs ressources, un traitement équitable devant la loi, une égalité des genres, un plus grand accès aux services sociaux et de meilleurs filets de sécurité sociale en 2019.

Notes and références

1. www.sanddevelopment.gov.na/aboutus.htm. Division for Marginalized Communities 2018a. *Draft White Paper on the Rights of Indigenous Peoples in Namibia*. Windhoek: Division for Marginalized Communities, Office of the President; Division for Marginalized Communities 2018b. *Celebrating the Rights of Marginalised Communities in Namibia*. Windhoek, Namibia: Division for Marginalized Communities, Office of the President.
2. Mo Ibrahim Foundation 2018. *The 2018 Ibrahim Index of African Governance (IIAG)*. www.iaigonline/ accessed 27 December 2018.
3. United Nations Development Program 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical update*. New York: United Nations Development Programme. World Bank 2018. *World Development Report 2019: The Changing Nature of Work*. Washington DC: World Bank
4. Republic of Namibia 2018. *Concept Paper Second Land Reform Conference*. Windhoek: Republic of Namibia. See also Namibia Statistics Agency 2018. *Namibia Land Statistics Booklet September 2018*. Windhoek: Namibia Statistics Agency; Ministry of Land Reform 2018. *Resolutions of the Second National Land Conference, 1- 5 October 2018*; Henning Melber 2018. Namibia's Long-standing land issue remains unresolved. *The Conversation* 31 October 2018.
5. Namibia Government Representative 2018. Namibia Report. Presented at the "Sub-Regional Workshop on Inclusive Development for San People in the Framework of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples" Windhoek, Namibia, 3-5 December 2018
6. Werner Menges 2018a. High-Stakes Etosha Land Rights Hearing Starts. *The Namibian*, 27 November 2018; Werner Menges 2018b Judges to Weigh Up Hai//om Quest for land rights. *The Namibian* 30 November 2018, p. 3.
7. See Ndanki Kahiurika 2018. Hai//om Chief Wants Power Over Concession. *The Namibian* 20 December 2018, and subsequent discussions in the Ministry, the Hai//om Traditional Authority, and the!Gobaob Hai//om Community Association, 21-31 December 2018.
8. Theresia Tjhenuna 2018. San Reject Govt Livestock Project. *The Namibian* 15 June 2018.
9. Howard Rechavia Taylor 2018. US Court Hears Case Against Germany over Namibia Genocide. *Al Jazeera* 31 July 2018.
10. Ronald Niezen 2018. Speaking for the dead: the memorial politics of genocide in Namibia and Germany. *International Journal of Heritage Studies* 24(5):547- 567.
11. Leonor Faber-Jonker 2018. *More than just an Object: A Material analysis of the Return and Retention of Namibian Skulls from Germany*. Leiden, the Netherlands: University of Leiden.
12. Attila Paksi and Aili Pyhälä 2018. Socioeconomic Aspects of a National Park on Local Indigenous Livelihoods: The case of the Bwabwata National Park in Namibia. In *Research and Activism among the Kalahari San Today: Ideals, Challenges, and Debates*, R. Fleming Puckett and Kazunobu Ikeya, eds. Pp. 251- 282. *Senri Ethnological Studies* 99. Osaka: National Museum of Ethnology; Khwe Custodian Committee and Kyaramacan Association (KA), personal communications, 26 July 2018.
13. Laura Mäkelä, 2018. Gardening Opportunities as a Part of the Khwe San People's Food Security in the East Bwabwata National Park. Master's thesis Department of Agriculture Sciences Agroecology, University of Helsinki, Helsinki, Finland; Anita Heim and Attila Paksi, personal communications, July, December 2018.
14. See, for example, Melissa Heckler 2018. Nyae Nyae Village Playgroup Project. Austin: Kalahari Peoples Fund; Kileni Fernandu and Tertu Fernandu 2018. "San Culture and Identity" in terms of education in Namibia. Paper presented at the 12th Conference on Hunting and Gathering Societies (CHAGS XII), Penang, Malaysia, 27 July 2018; Velina Ninkova 2018. Post Foragers in Post-Independent Namibia: The Case of the Omaheke Ju/'hoansi. Paper presented at CHAGS XII, 24 July 2018.
15. Information from Namibian San representatives at the 12th Conference on Hunting and Gathering Societies (CHAGS XII), Penang, Malaysia, 23-27 July 2018 and at the San inclusion workshop along with field interviews in Namibia in June and December 2018.
16. Ute Dieckmann 2018. *The Status of Food Security and Nutrition of San Communities in Southern Africa*. Copenhagen: International Work Group for Indigenous Affairs.

Robert Hitchcock is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organisation devoted to assisting people in southern Africa, rkhitchcock@gmail.com

Ben Begbie-Clench is a consultant working on San issues in Namibia who works with the Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), Legal Assistance Centre (LAC) and UNDESA benbegbie@gmail.com

Source : IWGIA 2019 *The Indigenous World*
Traduction par **Raphaël Porteilla**,
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique